

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 07/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

Les Mirandes Basses et Altes
66600 Espira-De-L'agly

Réf : 2025-025-PR

Code AIOT : 0006601595

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2025 sur la carrière exploitée par la société LAFARGE GRANULATS implantée Les Mirandes Basses et Altes sur la commune d'Espira-de-l'Agly. L'inspection a été annoncée le 11/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été programmée dans le cadre de l'action nationale visant à vérifier les modalités d'utilisation des déchets inertes pour le réaménagement de la carrière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- Les Mirandes Basses et Altes 66600 Espira-de-l'Agly
- Code AIOT : 0006601595
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Initialement la carrière de roche massive d'Espira-de-l'Agly a été autorisée par l'arrêté du 11/05/1973, l'exploitant était alors la société Carrière de l'Agly.

Cette carrière ancienne (>50 ans) ayant fait l'objet de plusieurs autorisations distinctes mais

imbriquées, les prescriptions applicables ont été mises à jour par les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants, qui constituent les actes administratifs de référence :

- pour la partie carrière : arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2013.2350005 du 23/08/2013 ;
- pour les installations de traitement et l'aire de transit de minéraux : arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°2013.2350004 du 23/08/2013.

Ces 2 arrêtés ont fait l'objet des modifications suivantes :

- modification de l'arrêté réglementant l'exploitation de la carrière :
 - APC n°2020345-0001 du 10/12/2020, modifiant les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière ;
 - APC n°2021049-0002 du 18/02/2021 encadrant l'exploitation d'une installation de stockage de Déchets Inertes (K3+) ;
- modification de l'arrêté réglementant l'installation de traitement et transit de minéraux :
 - APC n°2020345-0002 du 10/12/2020 précisant les conditions de remise en état de l'installation de traitement et de stockage de minéraux solides ;
 - APC n°2021260-0001 du 17/09/2021 relatif aux dispositions applicables en cas de sécheresse.

L'exploitation de cette carrière et de l'installation de traitement de matériaux associée a été reprise par le groupe Lafarge fin des années 1990. Dans le cadre des évolutions structurelles du groupe Lafarge, l'exploitant a fait l'objet de plusieurs changements de dénomination. L'exploitant actuel est, depuis le 01/01/2022, la société Lafarge Granulats.

L'échéance de l'autorisation de la carrière est fixée au 03/12/2029, le tonnage maximal autorisé est de 500.000 t/an, la surface de la carrière est de l'ordre de 25 ha. L'installation de traitement et transit de minéraux est par contre autorisée sans durée limitée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Audit des prescriptions	AP Complémentaire du 23/08/2013, article 9.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
14	Aménagement préalable	AP Complémentaire du 23/08/2013, article 8.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
15	Suivi des eaux de fond de fosse	AP Complémentaire du 23/08/2013, article 8.2.5	Demande d'action corrective	3 mois
17	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/08/2013, article 8.1.6.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Rapport annuel	AP Complémentaire du 23/08/2013, article 9.2.3
3	Origine des déchets	AP Complémentaire du 23/08/2013, article 8.2.1
4	Champ d'application	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 1
5	Admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2
6	Procédure acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
7	Interdiction dilution ou mélange	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
8	Document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
9	Valeurs limites annexe II	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 6
10	Admission déchargement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
11	Accusé d'acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
12	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
13	Remblayage carrières stabilité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 I
16	RNDTS	Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que les dispositions prévues pour la réception des déchets inertes sont respectées.

Concernant les points de contrôle faisant l'objet de proposition de suites administratives mentionnés au § 2.2, l'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suites demandant à l'exploitant d'engager des actions correctives et de transmettre, sous un délai de 3 mois, les justificatifs permettant de prouver la conformité aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Audit des prescriptions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/08/2013, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Audit des prescriptions
Prescription contrôlée : Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. [...] Les non-conformités sont corrigées sans délais. <i>Complément ajouté par l'APC n°2021049-0002 du 18/02/2021</i> Dans un délai de 6 mois après la mise en service de l'ISDI, un audit environnement doit être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant, et dans les conditions définies par l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 2013-235.0005 du 23 août 2013.
Constats : L'exploitant a présenté le fichier informatique utilisé pour la réalisation des vérifications des prescriptions réglementaires. Le tableur reprend les prescriptions de l'AP et article par article, les résultats du contrôle. Les dernières vérifications ont été réalisées les 15/06/2015, 20/04/2017, 03/07/2020, 07/07/2023. L'exploitant indique que les vérifications internes sont en général réalisées avec une périodicité de 2 ans mais que le contrôle complémentaire par un organisme externe prescrit par l'APC n°2021049-0002 du 18/02/2021 dans le cadre de l'autorisation « ISDI » 2760-3 n'a pas été réalisé. <i>Demande formulée par l'inspection à la suite du constat :</i> L'exploitant doit réaliser l'audit des prescriptions réglementaires prévu après la mise en service de l'ISDI par un organisme extérieur compétent et indépendant, et dans les conditions définies par l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 2013-235.0005 du 23 août 2013. Cet audit doit intégrer les prescriptions des arrêtés ministériels concernant les ISDI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rapport annuel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/08/2013, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment : <ul style="list-style-type: none">- une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté. Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la

valeur limite applicable ;

- un bilan des quantités de matériaux extraites, stockées, traitées dans les installations et qui sont sorties de la carrière ;
- un point sur l'état d'avancement de l'exploitation et des remises en état au regard du phasage figurant dans le dossier de demande d'autorisation ;
- tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ;
- la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation ;
- le plan d'exploitation et de remise en état.

Modification de l'APC n° 2021 049-0002 du 18/02/2021 (ISDI K3+)

- le plan annuel de suivi du stockage définitif indiquant la phase d'exploitation de l'ISDI et comprenant le font topographique général des lieux et l'état d'avancement de l'extraction, le relevé topographique des terrains remblayés par stockage de déchets inertes en relation avec l'exploitation de la carrière, le périmètre de l'ISDI ;
- la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- le bilan annuel des résultats de mesures de retombées de poussières totales ;
- le bilan du contrôle des niveaux sonores effectué une fois tous les 3 ans ;
- le bilan du suivi de la qualité des eaux de fond de fouille réalisé mensuellement ;

Constats :

Les rapports annuels qui portent sur la carrière et l'installation de traitement et transit de minéraux sont adressés annuellement à l'inspection. Le bilan 2023 qui a été envoyé le 22/05/2024 et présenté au cours de la réunion. Ce bilan qui fait 170 pages intègre les différents rapports des organismes de contrôles à savoir :

- Retombées de poussières, rapport Atmo Occitanie ;
- Suivi des vibrations : rapport SOFITER ;
- Suivi des eaux : rapports Ares contrôle ;
- Épisode sécheresse 2023 : Rapport interne Lafarge

Le Plan topographique mis à jour annuellement est également joint en annexe.

L'inspection note que le rapport ne précise pas l'état d'avancement de l'exploitation et des remises en état au regard du phasage figurant dans le dossier de demande d'autorisation, ne propose pas un bilan sur les déchets inertes réceptionnés, ne précise pas les modifications apportées au fonctionnement des installations, notamment suite au tarissement du forage. Des éléments sont mentionnés en annexe dans le rapport sécheresse mais les modifications auraient dû être présentées et analysées dans le corps du rapport.

Observation formulée par l'inspection à la suite du constat :

Les prochains rapports annuels doivent intégrer les différents items mentionnés à l'article 9.2.3 modifié. Le rapport annuel doit en particulier présenter de manière synthétique les résultats de l'exploitation et justifier que les différentes demandes découlant des prescriptions réglementaires sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Origine des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/08/2013, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des déchets
Prescription contrôlée : L'origine des déchets en dépassement de seuil stockés dans l'ISDI, est limitée aux producteurs du déchet initial et sans dilution de celui-ci, aux départements Hérault (34), Tarn (81), Haute-Garonne (31), Ariège (09), Aude (11) et Pyrénées-Orientales (66). Les déchets inertes destinés au stockage en ISDI de type K3+, doivent faire l'objet en amont de l'admission, d'un tri et d'un contrôle sur chantier.
Constats : À la demande de l'inspection l'exploitant a présenté, par sondage, le registre de déchets pour l'année 2024. Un seul producteur est identifié provenant du département de la Haute-Garonne. Les déchets réceptionnés correspondent à un seul code déchet 17 05 04 « terres cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03 ». L'exploitant précise que la réception des déchets inertes externes a démarré en 2021, les tonnages reçus sont faibles (environ 2800 t en 2021, 0 t en 2022, 450 t en 2023, 1000 t en 2024), il s'agit de déchets en dépassement de seuil « 3+ » correspondant à des terres excavées. La procédure interne de réception prévoit le tri et le contrôle sur chantier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Champ d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations relevant des régimes de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration des rubriques 2515, 2516, 2517 et aux installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.
Constats : La carrière d'Espira-de-l'Agly a été autorisée par APC n°2021049-0002 du 18/02/2021 à recevoir des déchets 3+ en dépassement de seuil. De ce fait elle relève de la rubrique 2760-3 ; Le volume total maximal autorisé est de 96.000 m³.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Prescription contrôlée : I. Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : <ul style="list-style-type: none">• des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ;• des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;• des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;• des déchets non pelletables ;• des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;• des déchets radioactifs. II. En outre, les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 ne peuvent ni admettre ni stocker les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures.
Constats : L'exploitant confirme n'avoir réceptionné que des déchets inertes en dépassement de seuil 3+ correspondant à des terres excavées (rubrique 17 05 04). La procédure d'acceptation préalable et les contrôles réalisés lors de la réception des déchets permettent d'écarter les déchets non autorisés mentionnés à l'article 2 de l'AM du 12/12/2014.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Procédure acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none">• qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un

<p>coût économiquement acceptable ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; • que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la procédure d'acceptation de matériaux inertes Agence Rhône-Méditerranée – Site d'Espira version 5 du 11/03/2024 ; • la procédure d'acceptation classe 3+ pour la carrière d'Espira-de-l'Agly, version du 11/2024. <p>Cette dernière procédure comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un volet dossier de demande d'acceptation rappelant les pièces à transmettre ; • un volet seuils d'acceptation qui rappelle les valeurs limites des paramètres à mesurer ; • un volet validation de l'acceptation précisant les contrôles à réaliser. <p>Le document d'acceptation préalable comprend une partie « identification des déchets », précisant en particulier si le chantier a été le lieu d'une activité potentiellement polluante. Les déchets font l'objet d'une analyse complète par un laboratoire externe.</p> <p>L'exploitant confirme ne pas recevoir de déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 et nécessitant un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</p> <p>Observation formulée par l'inspection à la suite du constat :</p> <p>L'inspection précise que le contrôle sur le site Internet Géorisques confirmant que les déchets extérieurs ne proviennent pas d'un site pollué doit être systématique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Interdiction dilution ou mélange

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission mentionnés à l'article 3.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant confirme qu'aucun déchet en dépassement des seuils 3+ n'est accepté sur site. L'analyse des déchets est réalisée lors de la procédure d'acceptation préalable. L'exploitant ne peut garantir qu'il n'y a pas de mélange réalisé par le détenteur initial des déchets.</p> <p>Observation formulée par l'inspection à la suite du constat :</p> <p>L'inspection note que l'exploitant ne peut justifier que le producteur de déchets n'a pas procédé à</p>

une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission mentionnés à l'article 3

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Constats :

L'exploitant présente le document d'acceptation préalable pour le déchet reçu en 2024 provenant du même chantier, qui fait apparaître les différentes mentions demandées à l'article 5 ainsi que le résultat de l'analyse d'un échantillon effectué par le laboratoire EUROFINS.

Ces analyses concernent l'indice de pollution, les hydrocarbures totaux et aromatiques polycycliques, les PCB, les composés volatils, le résultat d'un test de lixiviation sur les paramètres de l'annexe II de l'AM du 12/12/2014.

Le paramètre en dépassement est le fluorure : valeur de 13,8 mg/kg pour un seuil ISDI de 10 mg/kg et un seuil 3+ de 30 mg/kg.

Observation formulée par l'inspection à la suite du constat :

L'inspection note que l'exploitant ne peut justifier de la représentativité de l'échantillon analysé. Les critères d'acceptabilité pourraient être indiqués sur le rapport d'analyse EUROFINS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Valeurs limites annexe II

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Concernant les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760, après justification particulière et sur la base d'une étude visant à caractériser le comportement d'une quantité précise d'un déchet dans une installation de stockage donnée et son impact potentiel sur l'environnement et la santé, les valeurs limites à respecter par les déchets visés par l'annexe II peuvent être adaptées par arrêté préfectoral. Cette adaptation pourra notamment être utilisée pour permettre le stockage de déchets dont la composition correspond au fond géochimique local. En tout état de cause, les valeurs limites sur la lixiviation retenues dans l'arrêté ne peuvent pas dépasser d'un facteur 3 les valeurs limites mentionnées en annexe II. Cette adaptation des valeurs limites ne peut pas concerner la valeur du carbone organique total sur l'éluat. Concernant le contenu total, seule la valeur limite relative au carbone organique total peut être modifiée dans la limite d'un facteur 2.
Constats : Cf point de contrôle précédent. L'acceptation de déchet en dépassement de seuil a fait l'objet d'une demande de la société Lafarge Granulats en janvier 2020. La demande portait sur une partie de l'emprise de la carrière afin de permettre d'accueillir 96.000 m ³ de déchets inertes pour leur stockage définitif sur une durée de 9 ans et comprenait une demande d'adaptation des valeurs limites sur la lixiviation sans dépassement du facteur 3, conformément à l'article 6 de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées. Cette demande a abouti à l'arrêté complémentaire du 18/02/2021 qui a autorisé l'exploitation d'une installation de stockage de Déchets Inertes (K3+) en remblaiement de la carrière, activité classée sous la rubrique 2760-3 sous le régime d'enregistrement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Admission déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : La procédure d'acceptation de matériaux inertes de l'agence Rhône-Méditerranée est valable pour tous les sites Lafarge Granulats recevant des déchets inertes. Cette procédure prévoit en particulier : <ul style="list-style-type: none">à la réception des déchets, le contrôle des documents et un premier contrôle visuel des matériaux par l'agent au pont bascule ;

- au déchargement, le bennage des matériaux au sol pour contrôle visuel avant mise en remblais, afin de vérifier l'absence de déchets.

Le jour de la visite l'inspection a assisté à la réception d'un chargement de déchets K3+ et vérifié le respect de la procédure d'admission, en particulier les documents d'accompagnement, le contrôle visuel par caméra au pont bascule et par le personnel carrière lors du déchargement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Accusé d'acceptation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

Constats :

L'accusé réception prend la forme d'un bordereau d'acceptation qui comprend les informations de l'article 8, quantité de déchets, date et heure.

Lors de la visite l'inspection a vérifié par sondage un bon d'acceptation de déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant indique que le registre d'admission correspond à un logiciel du groupe Lafarge dénommé « Quartz », qui permet de recueillir les informations demandées à l'article 9.

Au cours de la visite ce logiciel a été présenté par l'agent en charge de la réception. L'inspection a contrôlé que ce logiciel permet de renseigner les résultats du contrôle visuel, la référence du document préalable, la date de réception du déchet, la nature du déchet entrant (code du déchet), la quantité réceptionnée, le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets, du transporteurs,...

L'exploitant précise que les données du registre sont traitées par la filiale Lafarge « Géocycle France » et sur site ils n'ont accès qu'à 6 mois de données.

Observation formulée par l'inspection à la suite du constat :

Les données détaillées du registre doivent être consultables sur le site de l'installation pendant au moins trois ans afin de pouvoir être tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Remblayage carrières stabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 I

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Constats :

L'activité de stockage de matériaux inertes est prévu sur 3 emprises définies par les zones à remblayer de la carrière dans l'objectif de son réaménagement. Ces emprises se développent sur la partie sud-est de la zone d'extraction autorisée, en cours d'exploitation.

Depuis le démarrage de l'activité de réception de déchets 3+, moins de 5000 t, ont été réceptionnées et stockées sur la zone 1 et compte tenu des faibles quantités réceptionnées, ces déchets n'ont pas encore été mis en forme.

L'exploitant confirme que les matériaux seront ensuite repris à l'aide d'une chargeuse pour la mise en remblais définitif.

Au cours de la visite l'inspection a assisté au déchargement d'un camion de terres excavées.

Cf demande formulées au point de contrôle suivant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Aménagement préalable

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/08/2013, article 8.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement préalable

Prescription contrôlée :

Les dispositions d'aménagement préalables suivantes sont mises en œuvre pour permettre l'accueil des déchets inertes, à savoir :

- une couche de forme est constituée, sur le fond de fouille, à partir des stériles d'exploitation de la carrière. Cette couche de forme doit atteindre au minimum la cote 40m NGF ;
- la couche de forme est mise en place par passes successives pour permettre un bon compactage et garantir une bonne stabilité. Cette couche de forme est constituée par les matériaux stériles Q3 et Q4, du site (de perméabilité de l'ordre de 10^{-7} m/s) ;
- l'épaisseur de cette couche de forme doit être supérieure à 5 m, au vu des volumes

- disponibles de stériles, sur une surface définie dans le cadre du plan de phasage ;
- La couche de forme doit constituer l'assise du remblai de déchets inertes provenant de l'extérieur de la carrière. Elle doit être d'une pente de l'ordre de 1 %, de manière à collecter les eaux de ruissellement en direction d'un point bas de la carrière ;
- Un fossé périphérique est conservé pour collecter les eaux de ruissellement et les diriger vers le point bas de la carrière ;
- Les déchets inertes sont mis en œuvre de manière à assurer une bonne stabilité.
- Le modelé est conçu de manière à assurer une pente sur la partie sommitale pour privilégier le ruissellement et limiter les infiltrations à l'intérieur du remblai.

Constats :

L'inspection constate que les dispositions de l'article 8.2.4 ne sont pas respectées.

Suivant les explications de l'exploitant la zone de réception / stockage des déchets a été préparée par l'apport d'une couche d'environ 20 cm de boues provenant des bassins de décantation qui présentent une perméabilité de l'ordre de 10^{-7} m/s.

D'après l'exploitant les prescriptions de l'article 8.2.4 proviennent d'une mauvaise transcription du dossier de demande puisque la couche de forme n'est prévue qu'en fond de carrière (niveau 30 mNGF).

L'inspection note que la zone de stockage est en pente de sorte que les eaux pluviales qui percolent à travers les terres excavées s'écoulent vers le fond de fosse de la carrière.

Demande formulée par l'inspection à la suite du constat :

L'aire de réception des déchets doit être mise en conformité avec les dispositions de l'article 8.2.4

Le cas échéant, si l'exploitant considère que la prescription est inadaptée au regard des données du dossier et résulte d'une erreur de transcription, une demande justifiée de modification de la prescription d'aménagement doit être déposée en préfecture.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Suivi des eaux de fond de fosse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/08/2013, article 8.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux de fond de fosse

Prescription contrôlée :

Un suivi de la qualité des eaux de fond de fouille doit être réalisé mensuellement.

En cas de rejet des eaux du fond de fouille dans le milieu naturel, des analyses physico-chimiques doivent être réalisées pour s'assurer de la compatibilité de la qualité des eaux de rejet dans le milieu extérieur.

Les valeurs limites définies à l'article 2.1.6 suivant sont respectées pour tout échantillon représentatif des eaux de fond de fouille.

Par ailleurs, ces valeurs doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu.

Constats :

L'exploitant confirme que suite à l'épisode de sécheresse, aucun rejet des eaux de fond de fosse n'a été réalisé. Les eaux sont récupérées et réutilisées pour réduire les émissions de poussières.

L'exploitant présente le fichier informatique reprenant les résultats du suivi mensuel des eaux de fond de fouille, réalisé depuis mars 2021.

Ce suivi fait ressortir des dépassements du seuil réglementaire sur la fraction soluble (VL de 1500 mg/l, valeurs mesurées atteignant 2110 mg/l) et plus ponctuellement sur les sulfates (VL de 1000 mg/l, valeurs mesurées atteignant 1100 mg/l).

L'inspection rappelle que dès réception d'un résultat en dépassement de seuil, l'exploitant doit prendre en compte ce dépassement et en cas de persistance, informer l'inspection.

Demande formulée par l'inspection à la suite du constat :

L'exploitant doit analyser les résultats du suivi de la qualité des eaux de fond de fouille en dépassement, justifier les causes et indiquer les mesures mises en place pour respecter les dispositions de l'article 8.2.5.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : RNDTS

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des déchets », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1. Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;
2. Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;
3. Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;
4. Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;
5. Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.

Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

Constats :

Suivant les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021, le registre national des déchets concerne également les terres excavées.

Le site exerce une activité de réception, en vu du stockage des déchets inertes dans le cadre du réaménagement de la carrière, incluant les terres excavées.

L'exploitant confirme utiliser la base de données électronique centralisée pour la déclaration des registres réglementaires.

L'extrait du fichier RNDTS pour l'année 2024 est présenté.

L'inspection signale qu'à partir du 05/05/2025, les utilisateurs du RNDTS seront invités à effectuer leurs démarches via TrackDéchets : la plateforme est en cours d'intégration des fonctionnalités du RNDTS et des données préalablement déclarées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/08/2013, article 8.1.6.4

Thème(s) : Autres, Conduite de l'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitation sera conduite en dent creuse par tranches horizontales descendantes,
L'exploitation sera conduite par gradins d'une hauteur de 10 mètres conformément aux données du dossier.

En tout état de cause la hauteur maximale des gradins en exploitation est inférieure à 15 m. Les fronts des gradins auront une pente comprise entre 72 et 80° par rapport à l'horizontale.

Les conditions et la géométrie de l'exploitation doivent respecter les dispositions qui ressortent de l'étude de stabilité des talus note technique n° NOT1104-stabV1 de février 2011,

Le respect de ces dispositions devra pouvoir être justifié par l'exploitant.

Le gisement sera exploité jusqu'à la cote 30 m NGF.

Le sous-cavage est interdit.

Le front de taille sera régulièrement visité, au moins une fois par semaine, et après chaque tir de mines. Il sera purgé en tant que de besoin. Les modalités de réalisation des opérations de purge seront précisées dans une consigne.

L'accès aux zones dangereuses des chantiers (danger permanent ou temporaire) sera interdit par une protection adaptée et efficace. Le danger sera également signalé par pancartes.

Les banquettes d'extraction sur lesquelles les engins doivent circuler ont une largeur supérieure à 10m. Cette largeur est ramenée à 5 m minimum en fin d'exploitation.

Constats :

Au cours de la visite de la carrière l'inspection fait observer que sur la partie centrale de la carrière les banquettes intermédiaires entre le fond de fouille à 30 mNGF et la zone à 60 mNGF ont quasi disparus, conduisant à un front inaccessible de l'ordre de 30 m.

De ce fait la géométrie de l'exploitation (hauteur maxi des fronts de 15 m et largeur mini des banquettes de 5 m en fin d'exploitation) et les prescriptions de l'article 8.1.6.4 ne sont pas respectées.

L'exploitant précise qu'un piège à blocs a été mis en place au pied de ce front et que dès la fin de l'exploitation du dernier niveau (30 mNGF) il est prévu de recouvrir ce front avec une verse constituée depuis le niveau à 60 mNGF.

L'inspection signale que l'article 8.1.6.4 ne prévoit pas la constitution d'une verse de 30 m.

Demande formulée par l'inspection à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- vérifier / justifier le respect des dispositions d'exploitation définies à l'article 8.1.6.4 ;
- mettre en place des mesures immédiates de renforcement de la sécurité sur les zones qui ne respectent pas les conditions et la géométrie de l'exploitation définies à l'article 8.1.6.4 ;
- déposer le cas échéant une demande de modification argumenté des conditions d'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois